



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025273-0001

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires de mesures conservatoires visant à réduire l'impact sur les chiroptères et l'avifaune sur le parc éolien de Bonne Voisine exploité par la société Éoliennes de Bonne Voisine sur le territoire de la commune de CHAMPFLEURY

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-3 ; L. 181-4 ; L. 411-1 ; L. 511-1 ; L. 515-44 ; R. 181-45 ; R. 511-9 et R. 512-69 ;

VU le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2017026-0001 du 26 janvier 2017 portant autorisation unique d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (4 éoliennes et 2 postes de livraison) par la société Éoliennes de Bonne Voisine sur la commune de CHAMPFLEURY ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de suivi environnemental pour l'année 2024 transmis le 25 juin 2025 à l'inspection des installations classées ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 11 août 2025 ;

VU le courrier recommandé du 11 août 2025 avec accusé de réception du 14 août 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société Éoliennes de Bonne Voisine, et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les observations présentées par l'exploitant par courriel du 1^{er} septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le suivi de mortalité du parc éolien de Bonne Voisine susvisé a mis en évidence 7 cas de mortalité de chiroptères ; que le parc était asservi à un système de bridage au moment du suivi ; que les paramètres de bridage appliqués se sont révélés partiellement adaptés à l'activité chiroptérologique du site ; qu'il y a lieu, en conséquence, de prescrire et renforcer cette mesure à titre réglementaire par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que le suivi de mortalité susvisé a mis en avant 6 cas de mortalité impliquant des espèces d'oiseaux protégées, que les suivis environnementaux antérieurs réalisés en 2022 et 2023 ont mis en avant une mortalité récurrente sur les rapaces ;

CONSIDÉRANT que le parc éolien de Bonne Voisine est situé à proximité de zones écologiquement sensibles et de couloirs de migration identifiés par le Schéma Régional Éolien de 2012 ;

CONSIDÉRANT que le niveau d'incertitude des estimations de mortalité ne permet pas d'écarter un impact significatif sur l'avifaune ;

CONSIDÉRANT que des mesures, notamment la mise en place de zones de quiétude et de perchoirs sont proposées ; qu'il convient de prescrire ces mesures afin de limiter la mortalité de l'avifaune sur le parc éolien de Bonne Voisine ;

CONSIDÉRANT que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées ;

CONSIDÉRANT que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société Eoliennes de Bonne Voisine, dont le siège social se situe 11 lieu-dit Bonne Voisine à CHAMPFLEURY (10700), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien de Bonne Voisine situé sur le territoire de la commune de CHAMPFLEURY.

Article 2 : Actions concernant la préservation des chiroptères

Afin de limiter l'impact du parc éolien de Bonne Voisine sur les chiroptères, l'exploitant met en œuvre une mesure d'arrêt temporaire des éoliennes, applicable à l'ensemble des machines du parc, dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- Entre le 1^{er} mai et le 14 juillet :
 - température ambiante supérieure à 12 °C,
 - vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;
- Entre le 15 juillet et le 15 septembre :
 - température ambiante supérieure à 13 °C,
 - vitesse du vent inférieure ou égale à 5,75 m/s ;

- Entre le 16 septembre et le 30 septembre :
 - température ambiante supérieure à 11 °C,
 - vitesse du vent inférieure ou égale à 5,5 m/s ;
- Plage horaire : de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil.

Cette mesure est mise en place à la suite de la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition les données d'activation de la mesure (température, vitesse du vent, horaires d'arrêt et de reprise de production) et les transmet sur demande à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Actions concernant la préservation de l'avifaune

Dans un objectif de préservation et de gestion favorable de l'avifaune locale, et notamment des espèces sensibles telles que le Faucon crécerelle, les Buses et les Milans, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

I. Mise en place de zones de quiétude :

L'exploitant définit dans un plan de gestion spécifique, des zones de quiétudes destinées à constituer des secteurs attractifs (chasse, nidification), localisées à une distance minimale de 1 000 mètres des éoliennes, afin d'attirer les rapaces à l'écart des zones à risque de collision. Ce plan de gestion précise l'implantation, la superficie, les modalités de gestion et les objectifs écologiques attendus, et est transmis au préfet dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les zones de quiétude définies dans le plan de gestion sont aménagées dans les 12 mois suivants la notification du présent arrêté.

II. Installation de perchoirs fixes et limitation de l'attractivité aux abords des aérogénérateurs:

L'exploitant implante des perchoirs fixes en périphérie du parc éolien, à destination des espèces ciblées (Faucon crécerelle, Buses, Busards et Milans). Ces dispositifs doivent être situés hors des zones de danger immédiat (à une distance suffisante des éoliennes) et adaptés à la morphologie et au comportement des espèces visées. Ces perchoirs sont installés sous un délai de 6 mois suivants la notification du présent arrêté.

Un descriptif détaillé des localisations, caractéristiques techniques, matériaux utilisés et modalités d'entretien des perchoirs est joint au plan de gestion des zones de quiétude mentionné ci-dessus.

L'exploitant met également en place sur chacune des trois balises de milieu de tour de chaque éolienne et sur les panneaux des pics anti-pigeons pour limiter l'attractivité aux abords des éoliennes.

Article 4 : Suivi de l'efficacité des aménagements :

4.1 Suivi comportemental de l'avifaune

Durant l'année suivant la mise en place des mesures prescrites au précédent article, l'exploitant met en œuvre un suivi comportemental des rapaces destiné à évaluer l'efficacité des mesures prescrites. Ce suivi est réalisé sur les périodes nidification, envol et post nuptiale avec une fréquence minimale d'une sortie par semaine pendant chaque période. Ce suivi peut être reconduit autant de fois que nécessaire selon les résultats du suivi qui portera notamment sur :

- La fréquentation des zones de quiétude et des perchoirs par les espèces cibles ;
- L'évolution de l'usage de l'espace par les rapaces dans et autour du parc éolien ;
- L'adéquation fonctionnelle des perchoirs installés.

Les résultats de ces suivis seront transmis à l'inspection des installations classées dans les six mois suivants la dernière sortie d'observation sur le terrain pour chaque suivi.

4.2. Suivi environnemental de l'avifaune et chiroptère

L'exploitant met en place un suivi de la mortalité avifaunistique et chiroptérologique, en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ce suivi doit couvrir l'ensemble de la période d'activité avifaunistique et chiroptérologique, réparti entre la semaine 14 et 44.

Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, est transmis à l'autorité administrative compétente dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection réalisée sur le terrain dans le cadre du suivi.

Ce suivi est mis en place pendant 1 an à partir de l'application de l'article 2 du présent arrêté et sera reconduit autant de fois que nécessaire selon les résultats du suivi.

Article 5 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la société Éoliennes de Bonne Voisine.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de la commune de CHAMPFLEURY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de la commune de CHAMPFLEURY, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de CHAMPFLEURY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le **30 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.